

# LES PETITES AFFICHES

MERCREDI 14 MAI 2014  
N° 5138 - 90<sup>ème</sup> année

DIRECTION ET BUREAUX :  
10, rue Albert-1<sup>er</sup> - 64100 BAYONNE  
Marie-Hélène LAGIÈRE, Directrice

## Annonces Légales / Abonnements

Téléphone : 05 59 59 05 02 - 05 59 59 30 26  
Télécopie : 05 59 59 84 58  
E-mail : [direct@petites-affiches-64.com](mailto:direct@petites-affiches-64.com)  
Site : [www.petites-affiches-64.com](http://www.petites-affiches-64.com)

Parution chaque mercredi / 1,10 € le Numéro  
Abonnement papier : 1 An : 31,90 € - 2 Ans : 55,90 €  
Abonnement papier + Internet + version numérique :  
1 An : 39,90 € - 2 Ans : 59,90 €

## du Pays Basque et des Pyrénées~Atlantiques

Annonces légales

**HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE**

Annonces judiciaires

OFFICIELLEMENT DÉSIGNÉ POUR LA PUBLICATION DES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES DU DÉPARTEMENT 64 - ISSN : 1273-1153

### ANNONCES LÉGALES DÉPARTEMENT 64

Bouclage : **mardi 12 heures**. Parution : **mercredi**.  
Mél : [direct@petites-affiches-64.com](mailto:direct@petites-affiches-64.com). Fax : 05 59 59 84 58.  
Devis, paiement par **carte bancaire** au 05 59 59 05 02.  
**Attestation de parution.**

### ANNONCES LÉGALES DANS TOUTE LA FRANCE

Nous assurons la parution de vos **annonces légales** dans toute la France. Grâce à notre réseau de correspondants.

#### Bulletin d'abonnement

> page 22

#### Ventes aux enchères publiques - Annonces légales - Marchés publics

> pages 8 à 19

#### Immobilier d'entreprise

> pages 13, 15 et 16

#### Repères

##### Chiffres et Indices

> page 3

##### Veille commerciale... Synthèse d'appels d'offres

> pages 20, 21 et 22

#### Actualités économiques, fiscales, sociales

► Jurisprudence : L'entreprise et les salariés

► Jurisprudence : Modification des horaires de travail : le refus du salarié peut justifier un licenciement

► Le salarié à temps partiel ne doit pas, même brièvement, travailler à temps plein > page 2

► La naissance du Procureur financier : une vraie-fausse bonne idée ?

► Repos dominical : le recours contre l'autorisation préfectorale de dérogation n'est plus suspensif

► Vente en liquidation : déclaration à faire en mairie à partir de juillet 2014

► Restaurants : réglementation de la mention « fait maison » > page 4

► Que doit contenir un certificat de travail ?

► Jurisprudence : Organisation des obsèques : à défaut d'accord familial, c'est le juge qui décide

► Lecture : des difficultés pour un jeune sur dix > page 5

► L'Insee décrypte l'économie européenne > page 6

► Le refus de crédit > page 7

► Peut-on refuser la couverture complémentaire (mutuelle) de son entreprise ? > page 8

► La DGCCRF a saisi le Procureur de la République de Paris de pratiques commerciales trompeuses liées à du « faux covoiturage » > page 9

► Branche famille de la Sécurité Sociale : les baisses de cotisations en question

► Abattement des dirigeants sur leurs plus-values de cession

► Plantations en limite de propriété : que dit le Conseil Constitutionnel ? > page 19

► Echos... Echos... Echos... > page 23

Sommaire

## ■ Que doit contenir un certificat de travail ?

Les mentions obligatoires du certificat de travail vont changer à compter du 1<sup>er</sup> juin prochain. Quelles seront-elles ? Etat des lieux et précisions.



► page 5

## ■ Rythmes scolaires : le nouveau décret est paru



► page 9

## ■ Sénat : Le rapport qui voudrait dissoudre la loi Littoral



► page 24